

Question écrite à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur « Les contrôles d'alcool chez les mineurs d'âge. » 11/07/2016

Fin juin 2016, le gouvernement a clarifié les compétences des inspecteurs du SPF Santé publique en ce qui concerne leurs contrôles alcool auprès des mineurs d'âge. Désormais, les inspecteurs peuvent demander des comptes aux supermarchés si ces derniers servent de l'alcool ou des spiritueux à des mineurs au cours de dégustations. Ils peuvent également demander la carte d'identité à ces mineurs d'âge ainsi que saisir les boissons alcoolisées qu'ils ont en leur possession. 1. Combien y-a-t-il d'inspecteurs chargés d'effectuer ces contrôles? 2. L'information relative à ces contrôles a-t-elle été transmise aux supermarchés? 3. Comment s'organisent ces contrôles? 4. Combien de contrôles de ce genre ont été effectués depuis les cinq dernières années? 5. Combien d'infractions de ce type ont été constatées au cours des cinq dernières années? 6. Quels types de sanctions peuvent être infligées dans ce cadre? 7. Y-a-t-il d'autres endroits soumis à ces contrôles?

Réponse de la Ministre :

1. Le service de contrôle Tabac et Alcool emploie 22 contrôleurs. 12 contrôleurs supplémentaires sont actuellement recrutés dans le cadre du plan Tabac. Ils seront bien entendu également affectés au contrôle de la vente d'alcool à des mineurs. 2. Les propositions relatives à la clarification des règles de contrôle de la vente de boissons alcoolisées doivent avant tout être abordées et approuvées par le gouvernement, puis par le Parlement. Ce n'est que si celles-ci sont acceptées par le législateur que le SPF Santé publique enverra une circulaire contenant des informations destinées aux fédérations concernées. 3. La vente ou l'offre de boissons alcoolisées à des mineurs ne peut être contrôlée qu'en flagrant délit. C'est la raison pour laquelle le pourcentage d'infractions est si faible par rapport aux enquêtes menées par les différentes organisations de prévention, qui envoient des jeunes (mystery shoppers) sur le terrain pour examiner la vente de boissons alcoolisées à des mineurs. Il va sans dire que le service de contrôle ne peut pas procéder à ce genre de pratiques (pousser à commettre des infractions). 4. et 5. Le pourcentage d'infractions reste stable depuis quelques années (autour des 10 %). Ce pourcentage ne paraît pas excessif, mais il ne faut pas oublier que le contrôleur n'a qu'une seule occasion de prendre quelqu'un en flagrant délit à un endroit déterminé, avant que sa présence ne soit remarquée. 6. Les dispositions pénales sont stipulées dans la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits. Conformément à la législation, les amendes proposées pour de telles infractions peuvent varier entre 156 et 18.000 euros. 7. Il va de soi que cette législation s'applique à tous les endroits accessibles au public qui proposent des boissons alcoolisées. Les priorités du service de contrôle sont les suivantes: - soirées pour jeunes; - festivals et événements; - distributeurs automatiques de boissons; - horeca; - magasins de nuit; - magasins de jour (supermarchés et épiceries).